

Jacques Myard : "La cohésion sociale ne se fera qu'autour de l'idée de nation"

Article rédigé par *Jacques Myard*, le 15 octobre 2013

Jacques Myard est député-maire UMP de Maisons-Laffitte (Yvelines). Au retour « des intégrismes religieux » menaçant l'espace public, il oppose la laïcité et la nation, aujourd'hui mises à mal par une « lâcheté » qui porte le masque de la « tolérance ».

Liberté politique. — La laïcité est revenue ces dernières semaines sur la scène médiatique, portée notamment par l'« affaire Baby Loup ». Tout le monde prétend la défendre, mais pas de la même manière. Quelle est votre définition de la laïcité ?

Jacques Myard. — La laïcité est un ensemble de principes juridiques, eux-mêmes fondés sur des valeurs, qui structure la vie en société. La liberté de conscience est au cœur de la laïcité, accordant la liberté de croire en une religion ou de ne pas croire.

En ce qui concerne Baby-Loup, j'ai fait une [proposition de loi pour imposer la neutralité des religions dans les entreprises privées](#).

Au nom de cette même laïcité, Terra Nova, un *think tank* proche du Parti socialiste, propose d'accorder des jours fériés aux musulmans et aux juifs. N'y-a-t-il pas là une confusion entre religions et culture ?

Les jours fériés inscrits dans le calendrier sont les jours fériés républicains ! Noël, à l'origine, n'est même pas une fête religieuse puisque c'est le solstice d'hiver (étymologiquement : "nouvelle lumière").

Au-delà de revendications différentialistes comme celle-ci, existe-t-il un intégrisme religieux qui menace la société ?

Les intégrismes religieux sont de retour : ceux-ci possèdent la vérité, les autres sont dans la faute donc on ne les accepte pas. Il y a plusieurs intégristes : ceux qui vivent sur eux-mêmes sans embêter personne et les intégristes prosélytes, violents. Là, on est confronté à la dérive d'islamistes, souhaitant imposer leurs concepts et leurs modes de vie religieux aux autres.

C'est pourquoi j'ai proposé la création d'une [commission d'enquête sur les dérives communautaristes mettant en danger la paix civile](#) après les événements survenus à Trappes. A cette occasion, en effet, certains ont montré leur volonté d'avoir sur le territoire national leur propre société gouvernée par leurs propres principes, en l'occurrence le Coran et la charia.

Le communautarisme ne prospère-t-il pas sur la crise d'identité que traverse notre pays ?

Nos intellectuels ont trop souvent abaissé l'idée de nation, notamment parce que l'hyper-nationalisme en Europe a fait de nombreux dégâts. On nous a dit qu'il fallait abaisser la France pour la faire grandir dans l'Europe. Or la cohésion sociale ne se fera qu'autour de l'idée de nation ! C'est le lieu naturel de la démocratie, de la solidarité ; il s'agit d'un creuset culturel permettant de s'unir dans la diversité, d'avoir une identité propre et collective. Il y a des civilisations européennes, il n'y en a pas une seule.

« Je préfère avoir des incidents aujourd'hui que la guerre civile demain »

L'école de la République doit jouer son rôle dans l'unité de la Nation. Vous avez soutenu la [charte de la laïcité à l'école](#) de Vincent Peillon : par quels moyens concrets peut-on faire appliquer ces principes ?

Il faut être ferme ! [Lors d'un débat](#), le journaliste Claude Askolovitch m'opposait qu'appliquer l'interdiction du voile aurait pour conséquences des réactions violentes, comme à Trappes. Je préfère avoir des incidents aujourd'hui que la guerre civile demain. Appliquons les principes plutôt que de confondre tolérance et lâcheté !

Au nom de la liberté de conscience, « au cœur de la laïcité » comme vous l'avez rappelé, des maires refusent de célébrer des mariages homosexuels. Doit-on sanctionner ces élus ?

Je suis contre le « mariage pour tous », qui est une idée absurde et je ne condamne pas ceux qui invoquent la liberté de conscience. Toutefois, la République doit fonctionner : on peut toujours trouver un adjoint pour assurer les actes d'état-civil prévus par la loi.

Propos recueillis par Laurent Ottavi.